

## Des chiffres sur les violences sexistes et sexuelles en Lot-et-Garonne

Il y a un an, en novembre 2021, l'association La Mèche a créé un questionnaire pour faire état des violences sexistes et sexuelles à Agen et dans le Lot-et-Garonne. 202 personnes y ont répondu.\* ... Et les résultats sont sans appel.

### Quelques données de base sur le questionnaire :

- 93% des personnes ayant répondu au questionnaire sont des femmes.
- 93% des répondant·e·s habitent dans le Lot-et-Garonne. Parmi elles·eux, 78% habitent Agen ou son agglomération.
- 83,8% ont grandi partiellement ou totalement dans le Lot-et-Garonne, et 72,6% ont grandi (partiellement ou totalement) à Agen ou son agglomération.
- 17,7% des répondant·e·s ont 17 ans ou moins, 63,1% ont entre 18 et 29 ans, 11,1% ont entre 30 et 44 ans, 7,1% ont entre 45 et 60 ans et 1% ont + de 60 ans.

\*(Ces statistiques ne sont pas basées sur l'étude d'échantillons représentatifs et ne doivent donc pas être prises en compte comme telles).

### Violences sexistes et sexuelles

- Pour **11%** des répondant·e·s, le premier rapport sexuel n'était pas désiré et consenti.
- **70,65%** des répondant·e·s ont déjà subi une pression de la part d'un·e partenaire pour avoir un rapport sexuel.

Note : Céder n'est pas consentir. Faire subir une pression pour obtenir un rapport sexuel, c'est un viol.

- **56,6%** des répondant·e·s ont déjà fait l'objet de remarques dévalorisantes sur le fait de ne pas avoir envie d'avoir un rapport sexuel.
- **38,2%** des répondant·e·s ont subi un rapport sexuel, imposé par leur partenaire, malgré leur désaccord.
- **24,8%** des répondant·e·s ont déjà subi la continuation d'un rapport sexuel malgré leur demande explicite d'arrêter.
- **54,7%** des répondant·e·s ont déjà été contraint·e·s de continuer un rapport sexuel malgré leur souhait s'arrêter, car n'osaient pas le dire.

- **14,7%** des répondant·e·s ont déjà subi du stealthing, autrement dit, leur partenaire a retiré un préservatif pendant le rapport sexuel à leur insu.
- Pour **31,9%** des répondant·e·s, un partenaire a déjà profité du fait qu'elle soit alcoolisée ou pas en possession de leurs moyens pour avoir un rapport sexuel.

Note : Nous insistons sur les violences sexuelles commises par un des membres de l'entourage proche, car c'est le cas pour 91% d'entre elles (Observatoire des violences faites aux femmes, 2021).

### Quelques chiffres nationaux :

Enquête NousToutes, basée sur les réponses de 96 600 femmes en France, 2020 :

- 1 femme sur 6 a fait son entrée dans la sexualité par un rapport non consenti et non désiré.
- 49,1% des répondantes déclarent avoir déjà entendu des remarques dévalorisantes sur le fait qu'elles n'avaient pas envie d'avoir des rapports sexuels.

Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité », par l'Insee, l'ONDRP et le SSMI, 2019 :

- 213 000 femmes sont victimes de violences physiques ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint chaque année.
- 9 victimes sur 10 de violences sexuelles connaissent leur agresseur et dans 45% des situations, l'agresseur est le conjoint ou ex-conjoint de la victime.

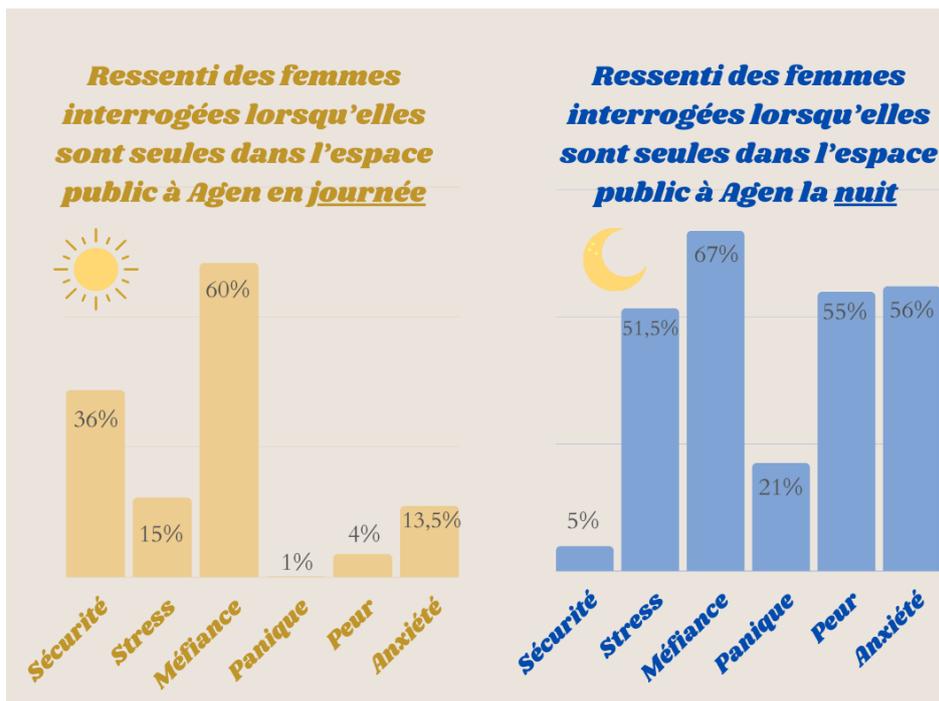
### Harcèlement de rue

Outrage sexiste : C'est le fait d'« imposer à une personne tout propos ou comportement à connotation sexuelle ou sexiste qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ».

Exemples : regards insistants, sifflements, commentaires dégradants...

Harcèler sexuellement dans l'espace public, c'est le fait de répéter l'outrage sexiste. Pourtant, dans l'imaginaire collectif, le "harcèlement de rue" englobe d'autres infractions pourtant parfois bien différentes, comme l'agression sexuelle. Nous avons donc fait le choix de ne pas définir le harcèlement de rue dans la question posée en amont.

- **78,5%** des femmes interrogées déclarent avoir déjà subi du harcèlement de rue dans le 47.
- **48%** en ont vécu dans l'année 2021, à Agen et/ou dans le Lot-et-Garonne.



Clé de lecture :  
 Pour 55% des femmes interrogées, la peur fait partie de leur ressenti lorsqu'elles sont seules la nuit dans l'espace public à Agen. Il était possible de cocher plusieurs émotions dans la question posée.

-Dans **97,8%** des cas, les auteurs du harcèlement était

des hommes.

### Violences Intra-familiales :

- **23,5%** des répondant·e·s ont déjà vécu des violences conjugales.
- **23,7%** des repondant·e·s ont subi des violences intra-familiales étant enfants.

Violences conjugales : Elles sont un processus au cours duquel un partenaire exerce à l'encontre de l'autre, dans le cadre d'une relation privée et privilégiée, des comportements agressifs, violents et destructeurs. Elles peuvent être psychologiques, physiques, sexuelles ou économiques.

Violences intrafamiliales : Elles concernent toutes les violences qu'elles soient physiques, sexuelles, psychologiques ou autre, dès lors qu'elles sont commises entre membres d'une même famille/foyer.

Inceste : Il s'agit de violences sexuelles commises par un·e membre de la famille. Tout fait d'inceste est interdit par la loi lorsque des mineur·e·s sont impliqué·e·s.

### Quelles conclusions ?

Les données récoltées, même à l'échelle du petit nombre de réponses (202), sont globalement représentatives des données nationales. Elles mettent en avant le caractère systémique du "harcèlement de rue", des violences sexuelles et plus largement, du non-respect du consentement. Elles nous permettent également de montrer que les violences sexistes et sexuelles - commises au sein du foyer ou dans l'espace public -

existent aussi dans les plus petites villes comme Agen et plus largement, dans les zones rurales.

Banalisées, ces violences sont invisibilisées, empêchant les personnes victimes d'être reconnues, les empêchant parfois de porter plainte, et cultivant une culture de l'impunité pour les agresseurs.

Produire des données chiffrées est primordial pour constater et combattre ces violences : ce questionnaire a été fait pour mettre en lumière une problématique que beaucoup d'entre nous connaissent en tant que victimes, mais qui est encore trop peu considérée à la hauteur de son importance par les pouvoirs publics.

Il faut des moyens financiers pour accompagner dignement les personnes victimes (dans un éventuel processus judiciaire, mais aussi en ouvrant massivement des places d'hébergements d'urgence), pour mener des campagnes de sensibilisation, former plus d'agent·e·s public·que·s et éduquer massivement au consentement, au genre et à la sexualité, endiguer la précarité des femmes et des minorités de genre par l'augmentation de leurs salaires/des prestations sociales (déconjugalisées), ou encore subventionner les associations féministes qui accompagnent les victimes.